



Déclaration commune FSU – FO au CTSD du 18 janvier 2020



Premier CTSD de l'année 2021 et premiers cadeaux de notre Ministre Jean Michel Blanquer : 1800 suppressions sur le territoire national dont 129 ETP en Lorraine. C'est encore la saignée. On continue la destruction d'emplois publics malgré la crise sanitaire qui frappe notre pays depuis plusieurs mois.

Alors que le bon sens réclamerait de donner enfin les moyens aux services publics de fonctionner décemment, et alors que notre ministre souhaite dans ses vœux aux personnels « la réussite de tous les élèves », nous constatons aujourd'hui par les moyens accordés que la politique est toute autre. La sape des services publics se poursuit et s'amplifie même, avec pour conséquences dramatiques des effets dévastateurs sur l'apprentissage de tous les élèves et en particulier des moins favorisés !

L'Éducation nationale, on le voit, est loin d'être « choyée par la majorité », ainsi que le claironnait encore Jean Castex devant la représentation nationale en octobre dernier. Le budget de l'Éducation nationale prévoyait alors 1 800 suppressions d'emplois dans le second degré public. Soit 7 490 suppressions depuis 2018 avec, dans le même temps, une explosion des effectifs. Nous revendiquons au contraire la création massive et immédiate de postes pérennes pour enfin redonner ses lettres de noblesses au service d'éducation dans notre pays.

Les Vosges, quant à elles, ne sont pas épargnées. Si les DGE du LGT restent stables (c'est cette année que les effectifs par classe au lycée ont très fortement augmenté, c'est le statu quo de la pénurie) le total des DGE prévisionnelles de collèges baisse de 70 heures, mais aussi de 611 heures par rapport aux DGE constatées à la rentrée de septembre. Or rien ne nous garantit que les mêmes « rallonges » seront accordées à la rentrée 2021 ! Les enveloppes fluctuent au gré d'on ne sait quelles priorités... Les lycées professionnels perdent 304 heures de DGE, alors que l'argent coule à flot pour promouvoir l'apprentissage, cette baisse frise le sabotage ! Etant donné le contexte sanitaire incertain (l'OMS annonce déjà qu'il n'y aura pas d'immunité pour 2021), toute baisse est particulièrement malvenue, car ce sont bien de moyens supplémentaires dont nous avons besoin ! Le gouvernement parachève son sabotage en règle du service public d'éducation.

Pour les enseignants, ces suppressions de postes s'accompagnent en outre d'une distribution d'heures supplémentaires « obligatoires » dont les collègues ne veulent pas. L'augmentation de leur salaire passe par une réelle revalorisation de 20 % du point d'indice gelé depuis de trop nombreuses années, et non par des miettes jetées par un ministre irrespectueux de leur travail et de leur engagement ! En janvier 2020, bruissait rue de Grenelle le récit fabuleux d'« une revalorisation historique ». Les annonces faites le 16 novembre dernier sont venues dégonfler la rumeur :

- une enveloppe de 400 millions d'euros seulement,
- 69 % des professeurs titulaires ne seront pas augmentés en 2021,
- une prime d'équipement d'un montant beaucoup trop faible pour s'équiper et se connecter et qui obligerait les personnels à de nouvelles tâches à distance,
- des CPE et des professeurs documentalistes exclus du périmètre des personnels pouvant prétendre à cette prime « plat de lentilles ».

Les personnels sont lassés des déclarations mensongères d'un Ministre incapable de dialogue social et uniquement préoccupé par son image dans les médias.

- Le 3 janvier 2021, J. M. Blanquer annonçait que les tests Covid 19 allaient être déployés encore plus fortement dans les lycées ! D'après nos remontées, ces tests Covid ont commencé à être utilisés dans certains lycées vosgiens, mais qu'en est-il des collèges : ces personnels seront - ils aussi testés ? Pourrait-on enfin disposer d'un calendrier précis ?
- Il annonçait également une rentrée avec protocole sanitaire renforcé ! Monsieur le Dasen, en quoi consistent les changements dans ce protocole renforcé par rapport à celui en vigueur au 18 décembre 2020 ? Sur le terrain, nous ne constatons aucun changement...

En ce qui concerne la vaccination des personnels de l'Éducation Nationale, quand aura-t-elle lieu ? Peut-on avoir des informations claires car Monsieur le Ministre Blanquer n'a cessé de se contredire en cette rentrée : « fin janvier » fut la première réponse du Ministère ! Quelques jours après la rentrée c'était en mars, puis finalement en avril et maintenant, « *cela aura forcément lieu dans le courant du premier semestre* », déclarait Jean-Michel Blanquer, dimanche 10 janvier, sur RTL ! Mais, que l'on se rassure, a aussitôt précisé le ministre de l'Éducation nationale, puisque « *le grand critère de vaccination reste celui de l'âge (...), quand on arrivera à celui de la population active, les professeurs seront parmi les premiers concernés* ». On en vient à se demander s'il y a encore un pilote dans l'avion ? Lui en revanche ne semble pas encore vacciné contre le mensonge !

Enfin venons-en aux documents envoyés !

Le premier constat est que les informations transmises s'amenuisent d'année en année. Qu'en est-il du nombre de divisions prévues par établissement, et de la clé de répartition ? Comment ces documents peuvent-ils nous être envoyés (ainsi qu'aux chefs d'établissement) sans que le CTA ne se soit tenu en amont ?! Comment doit-on comprendre la tenue de ce CTSD des Vosges dans ces conditions ?! C'est une nouvelle preuve du peu de respect de notre Administration pour le dialogue social et le respect de nos instances !

Dans ce contexte difficile, nous refusons de continuer à gérer la misère qui nous est imposée depuis de nombreuses années, et nous demandons d'avoir enfin les moyens de travailler sereinement. Vos dotations sont insuffisantes pour faire baisser significativement et à la hauteur de l'enjeu les effectifs par classe. La France ne cesse de se faire remarquer de manière négative dans les enquêtes internationales : niveau des élèves en baisse, inégalités entre élèves croissantes. C'est la faute à toutes les contre-réformes touchant l'éducation nationale ! Réforme du collège, réforme du lycée, réforme du baccalauréat et Parcoursup. Ce que nous réclamons c'est plus d'égalité sur le territoire et la fin des économies budgétaires sur le dos de l'Éducation Nationale !

Ce que nous réclamons, c'est également la fin de la répression contre les personnels qui s'opposent à cette politique destructrice (à Melle, à Bordeaux, à Cahors, ...).

Pour toutes ces raisons, nous serons en grève le 26 janvier prochain, avec les personnels d'enseignement, d'éducation et d'orientation, et plus largement tous ceux et toutes celles qui défendent le service public. Une date importante autant qu'un prélude à d'autres mobilisations : nous aurons tous l'occasion de dire dans la rue notre rejet de la politique gouvernementale en matière d'éducation, notre refus de la destruction programmée de la politique d'éducation prioritaire et l'urgence d'un véritable plan de développement pour l'éducation à travers la création d'emplois et la revalorisation des personnels.

Nous vous invitons toutes et tous à vous mettre en grève et à venir manifester votre mécontentement à 14.30 à Epinal devant la préfecture mardi 26 janvier prochain.